



DECLARATION LIMINAIRE AU CDAS DU 02 JUILLET 2020

Ce premier Comité Départemental d'Action Sociale (CDAS) se tient dans un contexte sanitaire inédit qui ne doit cependant pas occulter le climat social détérioré qui perdure dans nos différentes directions.

Par nos déclarations liminaires et nos différentes actions, vous connaissez l'attachement de la CGT Finances 94 à un service public de proximité et de qualité ainsi qu'au bien être des agents.

La crise sanitaire sans précédent que nous connaissons depuis quelques mois n'a fait qu'empirer les choses.

Au plan National ,le rapport rédigé par Catherine WALTERSKI sur le fonctionnement du réseau d'action sociale fait ressortir très clairement , la volonté pour l'administration de supprimer le dialogue social de proximité au profit d'une politique sociale dirigiste et nationale où les syndicats seront relégués au rang de chambres d'enregistrements d'informations , si toutefois ils en sont destinataires.

Après la fusion des 3 associations ALPAF, AGRAF et EPAF , c'est au tour de l'action sociale de proximité d'être dans le collimateur administratif toujours à l'affût de pouvoir faire des économies au détriment du bien être des agents .

Et d'ailleurs où sont -ils ces agents dont on ne parle jamais dans le rapport ?

Les maîtres mots de ce rapport : mutualisation d'actions et de moyens, mutualisation des achats pour faire des économies, coordination , transmission d'information !

Ne nous y trompons pas , l'unicité de traitement des agents envisagée par l'administration par une centralisation de l'action sociale sensée répondre au plus grand nombre cache en fait une volonté de destruction du dialogue social local ; Il ne sera plus tenu compte des spécificités et besoins départementaux ; Qui répondra désormais aux problèmes rencontrés par les agents ?

Au plan local , le constat social n'est pas plus reluisant

La CGT finances 94 déplore la baisse du budget local d'action sociale pour 2020 ainsi que l'augmentation du taux de réserve amoindrissant un peu plus le budget disponible pour les actions locales .

De fait , le montant des prestations par agents diminuent comme c'est par exemple le cas pour les cartes CADO qui passent de 28 à 25€

l'enveloppe « innovation » , action pourtant reconduite par le CNAS pour 2020, ne figure plus dans le budget prévisionnel

nous assistons à une détérioration des prestations de restauration à usage des agents :

Fermetures de structures, systématisation du recours à la carte apétiz , augmentation anormale du coût repas comme c'est le cas à CRETEIL suite au déconfinement.

L'absence de médecin de prévention est devenu insupportable dans ce contexte sanitaire où de fait les agents fragiles ne sont plus protégés .

La CGT Finances 94 rappelle que l'administration a tout à gagner au maintien d'une action sociale locale de qualité et proche de l'ensemble des personnels .

Aussi la CGT Finances 94 exige :

La sauvegarde d'un réseau de proximité dans les délégations d'action sociale

Le recrutement d'un médecin de prévention

Le transfert du budget du psychologue au budget national

Les moyens humains et financiers nécessaires à une gestion directe des activités sociales et culturelles

La prise en compte des besoins calculés au pourcentage de la masse salariale

Le maintien d'une restauration collective de qualité sur tout le territoire et accessible financièrement à l'ensemble des agents

La mise en place d'une TVA relative à la restauration sociale et collective solidaire à taux zéro

Des équipements et des services pour accueillir à proximité des lieux de vie ou de travail des parents .